

PARLEMENT DE WALLONIE

Antoine veut une « Commission d'avenir »

Le président du Parlement veut s'inspirer du modèle finlandais dans lequel les citoyens élaborent une vision à long terme.

● **Martial DUMONT**

On le sait : depuis qu'il est président du Parlement de Wallonie, André Antoine a un dada : ouvrir l'institution aux citoyens et impliquer ceux-ci un maximum dans le processus démocratique : pétitions, consultation populaire, panels citoyens etc. : autant d'avancées, certes modestes, mais qui rapprochent le Parlement des citoyens pour lequel il travaille.

Dans cette perspective, une délégation wallonne s'est rendue en Finlande où le modèle de participation particulièrement développé.

Ainsi, André Antoine plaide pour l'établissement d'une « Commission de l'évaluation et de l'avenir »

au Parlement de Wallonie inspirée du modèle finlandais et chargée de traiter les enjeux de long terme, comme le climat ou la transition énergétique.

Concrètement, la Commission se réunirait, deux fois par législature et publierait un rapport sur une thématique de son choix, contenant des recommandations précises pour répondre aux enjeux de long terme.

« Ce processus serait appuyé par des experts et ouvert aux éventuelles contributions du Gouvernement s'il le désire. Son approche de long terme émanciperait la Commission de la majorité en place » explique le Président du Parlement. Bref, des réflexions au-delà des clivages politiques, ritournelle maintes fois entendues depuis des années, mais sou-

vent peu suivie d'effet. On se souvient notamment du fiasco de la « commission du renouveau démocratique »

morte de sa belle mort...

La « Commission d'avenir » pourrait également évaluer d'initiative l'impact à long terme de pans entiers de la législation et proposer d'éventuels changements.

« Des journées de l'avenir seraient organisées une fois par an, lors desquelles le rapport de la Commission de l'évaluation et de l'avenir, serait débattu à tous les niveaux de la société, avec le soutien d'experts et sous diverses formes comme des panels, des débats télévisés, outils en ligne, etc. Ces journées seraient organisées de manière décentralisée et ouverte à tous, avec une implication directe des responsables politique », conclut André Antoine. ■